



ISSN 2258-4307

ISSN en ligne 2260-4278

Complémentarité des langues et/ou prédominance de l'anglais?

Titus Ogavu

Université de Kyambogo, Uganda

Reçu le 09-01-2016 / Évalué le 26-02-2016 / Accepté le 14-04-2016

Résumé

Dans une communauté plurilingue, l'utilisation des langues d'autrui est inévitable. Elle facilite l'intercompréhension des membres. Pour une situation régionale ou globale, l'usage des langues internationales est inévitable également. Dans bien de pays, le défaut de mal aborder la question de langues a engendré des conséquences négatives. Pour une meilleure intégration régionale, faut-il prôner la complémentarité ou la prédominance des langues ? C'est là l'objet précis de cet article qui traite particulièrement du plurilinguisme dans la région des Grands Lacs africains, au sens large du terme.

Mots-clés: communauté plurilingue, prédominance d'une langue, langues internationales, intégration régionale

Complementarity of languages and/or supremacy of English language?

Abstract

In a multilingual community, the use of another language is unavoidable. It facilitates mutual understanding among members. For a regional or global situation, the use of international languages is also inevitable. Failure to address the wrong language issue has led to negative consequences in many countries. There is need to advocate for complementarity of languages for better regional integration than one language dominating. The purpose of this article is therefore to reflect specifically on the concept of multilingualism in the Great Lakes region of Africa, in the broadest sense.

Keywords: multilingual community, predominance of a language, international languages, regional integration

Introduction

La question de la complémentarité des langues est grandement entretenue par les sociolinguistes. Pour François Grosjean Devenez Fan, Professeur émérite à l'Université de Neuchâtel, en Suisse, le principe de complémentarité souligne que les langues de la personne bilingue se distribuent dans des domaines sociaux différents,

ainsi que dans des activités et situations diverses. Ce chercheur souligne aussi qu'on peut devenir bilingue à l'enfance, à l'adolescence et ou à l'âge adulte, et que beaucoup d'adultes ont besoin de devenir bilingues lorsqu'ils se déplacent d'un pays/une région à l'autre.

Par ailleurs, l'énigme de la prédominance des langues au sein des communautés est un phénomène universel. Elle empêche énormément la volonté d'un individu de devenir bilingue ou multilingue. Dans la région de la Communauté Est-Africaine (CEA) et la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) en particulier, elle a engendré une polémique dans la situation où la suprématie des langues internationales et régionales étouffe l'usage des langues locales. En CEA, c'est l'anglais qui s'impose comme langue des communications officielles. Pour l'Uganda, par exemple, le luganda domine l'emploi des langues locales dans plusieurs parties du pays alors que l'usage du lugbarati l'emporte sur les langues locales dans la sous-région de West Nile.

L'article 137 du traité de la CEA-1999 stipule l'anglais comme la langue officielle et que le kiswahili est la *lingua franca* puisqu'il est largement parlé et compris dans la communauté (90% en Tanzanie, 65% au Kenya et 35% en Uganda). Presque toutes les activités sont conduites et tous les documents officiels sont écrits en anglais. Suite à cet article, la question des langues au sein de la Communauté Est Africaine a été évoquée à plusieurs reprises. D'après un article intitulé *Swahili to become East Africa's official language*, (octobre 2013), l'Uganda avait ordonné à tous ses citoyens d'apprendre le kiswahili. Selon le Ministre ugandais (par intérim) de l'information, Barbra Nekesa, l'introduction rigoureuse du Swahili visait à atténuer les engagements du pays avec le peuple des autres états membres de la CEA.

Par ailleurs, le site www.iwacu-burundi.org du 26 décembre 2013 a publié un article dans lequel il a été rapporté que lors du 15^e Sommet Ordinaire des Chefs d'Etats de la CEA, tenu à Kampala, le 30 novembre 2013, on avait imposé au Conseil des Ministres d'étudier les modalités d'inclure le français comme langue de la communauté en plus de l'anglais et du kiswahili. Les Burundais avaient apprécié la décision. Toutefois, pour Jérémie Ngendakumana, parlementaire burundais à l'Assemblée Législative de la CEA, l'introduction du français à la CEA prendrait du temps, car on devrait d'abord l'amender dans le traité, puis voter par les parlements de la CEA et finalement voter par les présidents.

Lors du sommet de Kampala, il a été souligné que la communication en anglais gênait beaucoup les Burundais pendant les conférences et qu'il y manquait la contribution des Burundais et Rwandais à cause des obstacles linguistiques. Inclure le français à la CEA serait important pour les Burundais qui ont du mal à exprimer

leurs idées dans une langue qu'ils comprennent peu ou pas du tout. En utilisant le français comme langue officielle à la CEA, en plus de l'anglais, le recours à traduction simultanée durant les conférences et sommets, serait inévitable. Les documents concernant la CEA seraient aussi rédigés en deux versions - anglaise et française.

En 2009, le secrétariat de la CEA par le biais du conseil sectoriel pour l'éducation, la culture et des sports avait délégué à l'*Inter-University Council of East Africa* la tâche de faire une étude sur l'harmonisation des systèmes éducatifs et de formation dans les cinq pays membres. Parmi les recommandations proposées par les experts des universités de la région, la question des langues d'instruction a été soulevée. Au niveau régional, le conseil a prôné des démarches pour la mise en place d'une langue commune d'instruction dans les pays membres. Cela serait instrumental pour la mobilité, le partage des connaissances et des ressources aussi bien que l'intégration régionale.

1. Prédominance de l'anglais en Uganda

En Uganda, par rapport aux autres pays membres de la CEA, il y a une particularité: l'anglais jouit d'un statut influant de la langue officielle, langue d'instruction, lingua franca voire «*langue nationale*». Effectivement, l'article 6, paragraphe 1 de la Constitution du 8 octobre 1995 déclare que l'anglais est la langue officielle et que d'autres langues peuvent être employées dans l'enseignement, la législation et les tribunaux (paragraphe 2). Le pays n'a pas de langue proprement véhiculaire pour la communication interétatique. Depuis plusieurs années, l'usage de l'anglais triomphe et l'utilisation des langues locales est commune dans les différentes régions du pays. L'Uganda dispose d'une soixantaine de langues locales, les plus répandues étant le luganda, le luo, le runyakitara (runyoro-rutoro et runyan-kore-rukiga), l'ateso/akaromjong et le lugbarati. Ces langues majoritaires sont enseignées et examinées au niveau primaire, secondaire et universitaire.

2. Politique linguistique ugandaise

En 1987, le gouvernement ugandais a créé une commission appelée « *Education Policy Review Commission* » pour établir un rapport sur la réforme de son système éducatif. Deux ans plus tard, en 1989, la commission a préparé un rapport intitulé « *Education for National Integration and Development* », *Report of Education Policy Review Commission*. En 1992, s'inspirant du rapport de 1989, le gouvernement a préparé un livre blanc sur l'éducation appelé « *Government White Paper on Education* » recommandant les réformes éducatives suivantes :

1. Apprentissage des langues maternelles pour l'éducation formelle des jeunes et l'alphabétisation des adultes, en suivant le principe selon lequel les enfants et les adultes apprennent plus vite dans leurs langues maternelles que dans une langue étrangère.
2. Les ugandais ont un héritage culturel très riche qui s'exprime bien dans les langues locales. Donc, s'appuyant sur les propositions de la Conférence des Ministres d'Education à Lagos (1997) la commission a vivement recommandé que si c'est possible, les langues africaines devraient être développées comme langues d'enseignement pour des raisons pédagogiques et culturelles au pays.
3. Suite aux recommandations proposées par l'UNESCO et le Bureau interafricain de l'Organisation de l'Unité Africaine pour les langues (1984), plusieurs pays africains avaient adopté des politiques de langues claires et cohérentes correspondant à leurs besoins.
4. Besoin d'avoir une langue nationale pour faciliter la communication intertribale et interrégionale aussi bien qu'avec les pays limitrophes des Etats africains et la communauté internationale.
5. Toutes les langues ugandaises devraient être promues dans les programmes d'enseignement formel et informel au niveau de l'éducation de base notamment pour reconnaître le rôle de la langue dans l'expression culturelle.
6. Les langues maternelles devraient être utilisées pour l'instruction dans tous les programmes de la première à la quatrième années du primaire (P1-P4).
7. L'anglais devrait être enseigné comme matière dès la première année primaire. A partir de la cinquième année primaire, l'anglais devient une langue d'enseignement.
8. De plus, en 2009, le rapport de *l'Inter-University Council of East Africa* avait préconisé, en ce qui concerne la langue d'instruction que dans les cadres locaux, que les langues les plus parlées (l'anglais, le kiswahili, le français, les langues maternelles) seraient employées au début du niveau primaire - *Early Child Development*.
9. A partir de la première année secondaire (S1), il sera demandé aux apprenants d'étudier, en plus de l'anglais et de leurs langues locales, une autre langue ugandaise ou étrangère, l'anglais gardant le statut de langue d'enseignement.
10. L'enseignement du kiswahili devrait être renforcé au niveau des écoles secondaires afin de préparer la formation des professeurs pour enseigner cette langue.
11. Créer un bureau de langues au niveau des districts, le *District Language Board*, afin d'identifier les langues d'enseignement et les langues à enseigner.

3. Défis linguistiques en Uganda

- Il existe plusieurs langues locales non complémentaires en Uganda au niveau régional ; ce qui pose le problème d'identification des langues d'enseignement et des langues à enseigner au primaire et au secondaire.
- La politique linguistique ne favorise pas beaucoup l'apprentissage des langues internationales dans les institutions académiques. Elles ne sont enseignées et apprises que dans les situations de crise.
- Pour les établissements urbains, l'anglais doit rester la langue d'enseignement à tous les niveaux scolaires ; ce qui risque de créer un grand fossé de compétence linguistique entre les enfants instruits en ville et ceux qui le sont à la campagne.
- Le multilinguisme en langues locales ne promeut guère l'intercompréhension des langues dans le pays.
- L'enseignement du kiswahili pose un défi sérieux pour le choix d'une langue nationale étant donné qu'il marginalise la promotion d'une langue locale au statut national. D'ailleurs, en Uganda, le kiswahili est considéré comme une langue d'oppression étant donné qu'il a été utilisé par les forces de l'ordre pendant les régimes postcoloniaux.

4. Question géopolitique

L'Uganda se trouve entre deux grands ensembles : la Communauté Est-Africaine (CEA) et la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) où l'anglais, le français et le kiswahili sont les langues véhiculaires. Il est donc incontestable que ces langues qui sont complémentaires soient apprises et utilisées par la majorité de la population des régions concernées pour le besoin du progrès et de l'intégration socio-politico-économiques aussi bien que l'interaction et l'intercompréhension frontalières.

Le manque de volonté d'apprécier l'importance des langues internationales pour le développement ternit l'image de l'Uganda au niveau global, car la prédominance de l'anglais n'est guère aux bénéfices régionaux et internationaux. Le pays devrait se préparer en permanence aux situations hypothétiques demandant les langues supplémentaires pour des échanges globaux.

Au point de vue politique, l'Uganda se situe dans les zones frontalières des conflits intermittents. Il est obligé de s'impliquer dans les résolutions des crises et l'accueil des réfugiés multilingues. La suprématie de la communication en anglais n'a ni facilité le processus de relocalisation des immigrés ni amélioré le processus de leur intégration aux autochtones.

En plus, l'Uganda s'engage militairement dans les interventions régionales aussi bien que continentales. La collaboration entre les forces de l'ordre et leurs partenaires exige la connaissance des langues internationales des communautés belligérantes afin de faciliter leur mobilisation. Les réalisations de l'opération militaire tripartite (Uganda, République Démocratique du Congo et Soudan) contre la rébellion de Joseph Kony ont posé comme condition nécessaire la connaissance des langues internationales pour l'engagement des forces. De même, l'existence des forces ugandaises et burundaises de l'Union Africaine en Somalie démontre une autre raison pour l'importance de la connaissance du français et de l'arabe par les officiers ugandais. Par ailleurs, on ne peut pas ignorer l'appui de la police ugandaise au gouvernement tchadien où l'usage du français est indispensable.

Aux cadres administratifs, la connaissance des langues internationales est essentielle pour les dirigeants ugandais. Une bonne concertation par les responsables exige une communication directe et efficace entre les partenaires. La connaissance du français par les anglophones et de l'anglais par les francophones de la communauté facilite sans aucun doute la gestion des affaires dans les états membres. Malheureusement, la plupart des fonctionnaires ugandais ne sont pas multilingues. Cela exige toujours le recours aux services des traducteurs et interprètes.

Pour le progrès commercial, la prépondérance de l'anglais influe sur la participation de la population aux activités commerciales non seulement dans la CEA et la CEPGL mais également à l'échelle mondiale. Faute de maîtrise des langues régionales et internationales telles que le kiswahili, le français, l'arabe, le chinois, peu d'hommes et de femmes d'affaires ugandais peuvent s'aventurer à faire le commerce bénéfique à l'étranger. Ils ne se limitent qu'aux marchés anglophones. En plus, le blocage linguistique gêne énormément le développement technologique et scientifique chez la plupart des ugandais à cause de leur monolinguisme. A cause de la barrière linguistique, les chercheurs ugandais des établissements variés n'opèrent guère. Un reportage a été récemment fait sur un cas dans le journal officiel, *New Vision* (Tuesday, October, 13, 2015, p. 48):

Namboole stadium's troubles blamed on language barriers! Serious language issues have been given as one of the reasons Uganda's biggest sports facility is not well maintained. The stadium's management committee chairman Dan Tamwesigire has said most of the Chinese technicians can't properly communicate. That most of the stadium manuals are also in Chinese has also not helped matters. Tamwesigire notes that training local personnel therefore becomes hard. Construction of the facility was funded by the Chinese government. China has since completion of the facility in 1997 kept technical personnel at Namboole. "Many of the technicians can't speak English, so communication is a problem", explained Tamwesigire in the wake of serious flooding at Namboole.

Par ailleurs, le problème linguistique touche beaucoup la poursuite des études multidisciplinaires notamment dans les universités.

Les échanges culturels et artistiques sont aussi freinés par le manque de promotion de la diversité linguistique dans le pays. Les Ugandais pourraient exploiter la richesse culturelle et artistique au niveau régional en français et en kiswahili, mais la prédominance de l'anglais les empêche d'apprécier les valeurs de leurs partenaires. La prépotence de l'anglais défavorise les Ugandais dans les organisations internationales et entreprises multinationales par rapport à leurs compatriotes francophones qui sont souvent bilingues ou plurilingues. De même, la connaissance de l'anglais, du français et du kiswahili est un avantage supplémentaire pour l'emploi dans la CEA et dans la CEPGL.

5. Efforts de promotion du multilinguisme en Uganda

En 2008, le Ministère d'Education a entrepris une réforme intitulée *Lower Secondary Curriculum Reform* au centre pour le développement des programmes pour le niveau maternel, primaire et secondaire, le National Curriculum Development Centre (NCDC). La réforme devra favoriser la promotion du multilinguisme à partir de 2017, comme suit :

- l'anglais maintiendra son statut de langue d'instruction. L'enseignement de l'anglais et du kiswahili sera obligatoire aux établissements secondaires. Le kiswahili sera la deuxième langue utilisée pour la communication étendue dans le pays et la région de la CEA et la CEPGL.
- l'enseignement et l'apprentissage des langues étrangères et locales seront facultatifs.
- le multilinguisme sera promu en forme d'encourager l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais et du kiswahili, les langues locales et les langues étrangères (français, allemand, latin, arabe, chinois).

En dehors de cette réforme, les institutions publiques et privées d'enseignement soutiennent déjà le multilinguisme en langues locales et internationales (kiswahili, français, allemand, latin, arabe, chinois, japonais, espagnole, portugais, russe) en proposant des programmes aux niveaux élémentaire, intermédiaire et avancé.

6. Pour le plurilinguisme dans la CEA et la CEPGL

Les pays membres devraient s'engager vigoureusement à la question des langues et poursuivre une volonté collective afin de promouvoir les langues utiles aux échanges.

- Les pays membres de la CEA et la CEPGL devraient avoir la volonté de travailler en synergie pour élaborer le matériel pédagogique dans le domaine des langues internationales. Le contenu du matériel devrait porter sur les situations dans les régions.
- Considérer les langues internationales comme langues complémentaires non pas concurrentes.
- Besoin d'insister sur l'importance d'utiliser plusieurs langues complémentaires au développement socio politico-économiques des sociétés. Les commissions sociales des pays membres des régions devraient développer des programmes linguistiques favorisant l'utilisation des langues internationales pour l'intercompréhension.
- Intégration des programmes de langues, communication et cultures dans l'enseignement particulièrement dans les pays où une langue prédomine.
- Au point de vue sociolinguistique, le développement de base d'une communauté a besoin d'un bon moyen de communication en langues locales ou partenaires dans la sous-région étant donné les similarités culturelles. Le statut des langues étrangères devrait être complémentaire aux langues régionales et locales pour la communication universelle.
- Question ethnolinguistique - les personnes ont besoin de communiquer en leur langues afin d'exprimer leurs cultures et de transmettre « l'ensemble de savoir, de savoir-faire et de savoir-être » de façon formelle et informelle au sein des groupes, par les plus âgés aux plus jeunes. L'élaboration du matériel pédagogique pour l'enseignement des langues internationales devrait tenir compte de l'inclusion des aspects locaux dans le contenu des supports.
- Les programmes des médias interrégionaux en langues partenaires (français, anglais et kiswahili) aident à sensibiliser les sociétés à l'importance des langues au développement.
- Les dirigeants de la CEA devraient promouvoir les langues afin de libéraliser leur utilisation pour la communication selon les besoins des individus.

Conclusion

Le multilinguisme et la complémentarité des langues dans la région de la CEA et la CEPGL sont plus indispensables qu'utiles. Étant donné la situation actuelle où les états membres divergent sur les langues officielles, la mise en place d'une politique qui ne favorise pas la prédominance d'une seule langue donnera certainement un coup de pouce à l'élargissement de la communication et aux échanges divers.

Bibliographie

- Grosjean, F. 2010. *Bilingual: Life and Reality*, Harvard University Press: Havad.
- Mazrui A. 1975. *The Political Sociology of the English Language: An East African Perspective*. The Hague: Mouton.
- Ministry of Education and Sports. 2008. *New Policy Reforms in the Delivery of Secondary Education*, Circular N°. 20/2008, 25th August 2008.
- Ministry of Education and Sports. 1992. *Government White Paper on Implementation of the Recommendation of the Report of the Education Policy Review Commissions* entitled "Education for National Integration and Development, Kampala.
- Ministry of Education and Sports. 1989. *Education for National Integration and Development, Report of Education Policy Review Commission*, Kampala.
- Mbaabu, I. 1996. *Language Policy in East Africa: A Dependency Theory Perspective*, Nairobi: Educational Research and Publications
- Mbaabu, I. 2007. *Historia ya Usanifishaji wa Kiswahili*, Dar es Salaam: Taasisi ya Uchunguzi wa Kiswahili.
- Muthwii M., Mweseli M., Nzomo J., Gathumbi A., Okumbe J, Maranga M., Opit E, Wagaba W, Okot Benge and Ogavu T. 2002. *Research Case Studies on Language*, Published as a Consolidated report titled: Language policy and practices in education in Kenya, (Report compiled by Margaret Muthwii), Nairobi: Phoenix Publishers.
- "Namboole stadium's troubles blamed on language barriers", *New Vision*, Tuesday, October, 13, 2015, p. 48.
- National Curriculum Development Centre. 2013. *Languages Learning Area: Local Languages Syllabus, Lower Secondary Curriculum, Assessment and Examination Reform Programme*. Kampala, NCDC/Cambridge Education
- Nikuze, E. 2013. « Economie des langues et intégration régionale dans la zone CEPGL-CEA » in *Synergies Afriques des Grands Lacs, En: L'enseignement supérieur et la recherche dans le contexte des Grands Lacs et l'Afrique de l'Est: les enjeux linguistiques pour l'intégration régionale*, Revue du GERFLINT, Numéro 2/Année 2013, p. 83.
- Ogavu, T. 1997. *L'impact de l'enseignement de la langue française en Uganda sur la coopération bilatérale franco-ugandaise*, mémoire de maîtrise, Université de Makerere : Kampala.
- Prosperous Nankindu, Rebecca Kirunda and Titus Ogavu. 2015. " Language in Education: The policy, actors and the practices. A case of the urban district of Kampala", *International Index Journal, PARIPEX Indian Journal of Research*, Volume IV, Issue: V, May 2015, Print ISSN N° 2250 - 1991, Journal DOI: 10.15373/22501991.